



**ECOSOC Annual Ministerial Review
Regional Preparatory Meeting for Africa**

**“The right to Education for All in Africa:
Reinforcing quality and equity”**

**Speech of Dr. Lalla Ben Barka
UNESCO Assistant Director General for Africa**

**Lomé, Togo
12 April 2011**

**SON EXCELLENCE MONSIEUR GILBERT FOSSOUN HOUNGBO,
PREMIER MINISTRE DE LA REPUBLIQUE DU TOGO**

**SON EXCELLENCE Mme ESSOSSIMNA LEGZIM-BALOUKI,
MINISTRE DES ENSEIGNEMENTS PRIMAIRE, SECONDAIRE, ET DE
L'ALPHABETISATION DE LA REPUBLIQUE DU TOGO**

MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES D'ETATS MEMBRES,

**SON EXCELLENCE PROFESSEUR JEAN-PIERE EZIN,
COMMISSAIRE AUX RESSOURCES HUMAINES, DE LA SCIENCE ET
DE LA TECHNOLOGIE DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE**

**SON EXCELLENCE MR. JAN GRAULS, VICE PRESIDENT DU CONSEIL
ECONOMIQUE ET SOCIAL, REPRESENTANT PERMANENT DU
ROYAUME DE BELGIQUE AUPRES DES NATIONS UNIES A NEW
YORK**

**MR. THOMAS SELZER, SOUS-SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS
UNIES CHARGE DE LA COORDINATION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET INTER AGENCES,**

**Mme THOKOZILE RUZVIDZO, DIRECTRICE DU CENTRE SUR LE
GENRE ET LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DE LA COMMISSION
ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE DES NATIONS UNES,**

**MESDAMES ET MESSIEURS LES DIRECTEURS ET CHEFS D'AGENCES
DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES,**

**MONSIEUR LE RAPPORTEUR SPECIAL DROIT A L'EDUCATION DU
HAUT COMMISSARIAT POUR LES DROITS DE L'HOMME DES
NATIONS UNIES,**

MESDAMES ET MESSIEURS LES EXPERTS,

**HONORABLES INVITES,
MESDAMES ET MESSIEURS**

C'est un honneur et un privilège pour moi de prendre la parole à cette session annuelle ministérielle du Conseil Economique et Social (ECOSOC) du Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies (UNDESA) au nom de la Directrice Générale de l'UNESCO, Mme Irina Bukova, et en mon nom propre pour apporter ma contribution et celle de l'UNESCO au débat en cours sur l'atteinte des objectifs millénaire de développement (OMD) et de l'Eduction pour Tous en Afrique (l'EPT) d'ici 2015 tout en insistant plus particulièrement sur le droit à une éducation de qualité pour tous les enfants africains sans distinction de sexe, de religion, d'ethnie, de statut social et d'origine géographique.

Je voudrais avant de poursuivre mes propos remercier tout d'abord, le gouvernement et le peuple togolais pour l'accueil chaleureux qu'ils nous ont réservé et pour l'organisation parfaite en terre africaine du Togo de cette importante rencontre sur l'éducation. Qu'ils trouvent ici l'expression de ma profonde gratitude et celle de toute la famille de l'UNESCO. Ensuite je voudrais exprimer mon entière satisfaction pour le travail d'équipe et de qualité effectué dans un esprit total de collaboration et de synergie entre le Gouvernement du Togo, l'UNICEF, la Commission Economique pour l'Afrique, (CEA), l'UNESCO et l'UNDESA et qui a permis la parfaite réussite de cette entreprise commune. C'est la preuve éclatante que lorsque nous acceptons de travailler en équipe le résultat est tangible au bout de l'effort. Qu'il me soit permis à cette occasion de remercier tous ceux qui de près ou de loin, directement ou indirectement ont joué un rôle pour la tenue et la réussite de cette rencontre.

L'événement qui nous réussit aujourd'hui constitue, à plus d'un titre, un symbole car c'est la toute première fois que la réunion de la revue annuelle ministérielle d'ECOSOC est consacrée à l'éducation. En outre, le thème de cette assises: '**Le droit à l'éducation pour tous : comment améliorer la qualité de l'éducation et l'équité**' et l'objectif majeur qu'elle vise, à savoir

dégager une position africaine commune sur le sujet qui sera présentée à l'Assemblée Générale des Chefs d'Etat et de Gouvernement africains en juillet prochain à Genève constituent un acte fort qui met en avant l'importance primordiale de l'éducation en tant que socle du développement économique et social du continent africain.

Monsieur le Premier Ministre,
Distingués Invités,
Veuillez me permettre de continuer en anglais.

If education is a right for every human being, then all efforts must be made by governments, development agencies, civil society organizations and all concerned parties to promote Education for All across all regions especially in favour of girls and women and in rural areas where severe educational deficits are reported. Unfortunately the EFA movement a global commitment to provide quality basic education for all children, youth and adults, launched twenty years ago and recently the MDGs have only five years away from the target date of 2015 with huge gaps yet. Indications are that many countries are far from reaching the goals set. In Africa twenty countries will not meet all or some of the six EFA targets by 2015.

The drive to achieve the EFA goals also contributes to the pursuit of the eight Millennium Development Goals (MDGs), especially MDG 2 on universal primary education and MDG3 on gender equality in education by 2015. Education should be paid further attention by all the multi stakeholders.

It is important to note that a number of factors such as stable and well governed governments coupled with efficient and effective coordination of multi stakeholders at the national level are critical for the realization of the IADGs including the MDGs and EFA goals. The lessons learned from over twenty years of coordination underscore the fact that no one agency

or development partner can do it alone, that financial and human resources are not the only solution to facilitating the attainment of MDGs and EFA goals. Paramount for the success is the need to prioritise implementable solutions built into the national development plans and medium term expenditure frameworks. Efficient and effective coordination combined with a wise and optimal utilization of resources as well as accountability and the ownership of the process by governments and civil society actors will significantly ensure good progress to meeting the targets. Governments would then have to lead the process based on research and evidence of what works guided by rights based approach in the delivery of quality education. Should this approach be embraced, then the future prospect is good even if it is generally established that many countries in the Africa region will not attain all the EFA goals by 2015.

We need to learn in particular why Mauritius is able to be on track even where it could be argued that it is not endowed with a lot of resources. It has been proven that the economic growth rate and human development in general of Mauritius surpasses many a wealthy nation. The question is how can other African governments draw lessons from the Mauritius experience, adopt and adapt it to their own country context.

The overwhelming majority of African countries reaffirm the right to education as a constitutional right. As a matter of fact, the right to free and compulsory education is clearly stipulated in their Constitutions that also emphasize human rights as enshrined in a variety of international human rights treaties.

Statistical information clearly demonstrates access to all levels and types of education in Africa has rapidly expanded over the past two decades. But this impressive expansion has been detrimental to quality.

Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs Ministres,
Distingués Invités,
Mesdames et Messieurs

C'est pour cette raison que les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine ont lancé en Janvier 2006 à Khartoum le plan d'action de la Seconde Décennie de l'Education en Afrique (2006-2015) et ont été, à juste titre, suivis dans cette action par les Ministres de l'Education de la Commission de l'Union Africaine en Septembre de la même année à Maputo. Ce plan articule les priorités et les stratégies de l'Union Africaine en matière d'éducation et de développement des ressources humaines ainsi que la vision de l'Union Africaine qui est celle d'un continent prospère, aspirant à la paix et pleinement intégré dans le concert des nations. Il faut d'ailleurs dire que le plan d'action de la Seconde Décennie dans l'atteinte de ses huit axes stratégiques constitue un puissant levier pour l'atteinte des objectifs de l'EPT, des OMD et des IADG.

Avant de terminer je tiens encore une fois à réaffirmer la disponibilité de l'UNESCO à jouer un rôle important pour faciliter l'atteinte de tous les objectifs par tous les pays concernés.

Je souhaite pleins succès aux travaux de la session et vous remercie pour votre aimable attention.